

Équipe éditoriale :

Nicolas Chavalard et Annick Bouchot

Siège social :

23 Les Mûriers

71600 Saint-Léger-lès-Paray

Tél : 03 85 81 32 51

Contact :

comores.horizon@laposte.net

Tél : 06 77 38 39 74

Site internet :

www.comores-horizon.org

ÉDITO

Le bilan final de l'enquête menée auprès des lecteurs des P'Tites Infos ces derniers mois est arrivé. La principale demande reste l'envie d'avoir des infos du village d'Ifoundihé. Avec le départ imminent d'Annick Bouchot pour les Comores, des nouvelles nous parviendront dès le prochain numéro. La rédaction tentera au mieux de satisfaire l'appétit de tous.

Nicolas Chavalard

Projet de révision constitutionnelle

C'est au mois d'octobre 2008 que le président Sambi a fait part de son désir d'alléger l'architecture institutionnelle de l'état. Ces derniers mois, ce projet de réforme a fait réagir les politiques et le peuple.

Ainsi, des manifestations, qui ont rassemblé 600 personnes, ont agité l'île de Mohéli samedi 31 janvier. Ils protestaient contre le projet d'allonger d'un an le mandat présidentiel. En effet, au cours du mois de janvier, Sambi avait remis aux présidents des trois îles un avant-projet de révision constitutionnelle, réduisant les pouvoirs des présidents des îles, qui deviendraient des gouverneurs, et proposant donc d'allonger d'un an le mandat du président fédéral, actuellement de quatre ans.

Début février, Sambi a réitéré sa détermination à faire réviser la constitution de l'Union des Comores, en vue de rompre avec le principe de la présidence tournante de l'archipel, tout en se disant disposé à écourter son mandat. En effet, il s'est déclaré "disposé au dialogue qui ne remettrait pas en cause l'organisation du référendum", faisant allusion à la conférence nationale proposée par la communauté internationale.

Mi-février, un budget de 418.367 euros soit 205 millions de Francs comoriens a été arrêté pour l'organisation du référendum aux Comores qui modifierait la constitution de 2002 en supprimant la redondance des pouvoirs dans les îles de l'archipel.

Peu après, la présidence de l'Union des Comores a publié le décret portant sur l'organisation de la consultation des Comoriens destinée à modifier la constitution. Le scrutin devait avoir lieu le 22 mars de 7 à 18h30, et la campagne électorale a été ouverte le 6 mars 2009 et clôturée le 20 mars à 0h00.

Mercredi 18 février, un grand rassemblement réunissant des délégations des partis politiques des îles à ceux de la Grande Comore, a eu lieu marquant ainsi l'officialisation de la guerre contre Sambi et son projet de révision constitutionnelle.

Le même jour, le chef de l'exécutif de la Grande-Comore, Mohamed Abdoulohabi, s'est prononcé contre l'organisation, le 22 mars prochain, d'un référendum constitutionnel pour déterminer le sort de la disposition constitutionnelle stipulant la présidence tournante de l'archipel. Il a qualifié ce projet de "démarche unilatérale de révision constitutionnelle du président Sambi". Le président grand-comorien a fait part de son intention de ne pas mettre en place la commission électorale insulaire.

Début mars, des jeunes Mahorais, réunis dans le "Collectif des étudiants mahorais à La Réunion", ont appelé à voter "oui" au référendum.

Mais coup de chapeau lundi 2 mars puisque la Cour constitutionnelle comorienne a annulé le référendum le jugeant "illégal pour vice de procédure".

En direct des Comores

Hamanvou pressenti pour abriter la décharge

Le site d'Hamanvou, situé à 15 km de Moroni, présente de nombreux atouts pour recevoir les déchets ménagers de la capitale et de ses environs. C'est ce qui est ressorti de deux études, l'une sur l'étude d'impact environnemental des implantations des décharges contrôlées des déchets ménagers et l'autre sur la monographie de la commune de Hamanvou.

La Banque africaine de développement est de retour

Après 15 années d'absence, le groupe de la banque africaine de développement (Bad) a renoué ses relations avec les Comores. Pour marquer ce retour, une mission de la Bad séjourne actuellement au pays avec à la clé un don non remboursable de 2 millions d'euros, destinés à appuyer le renforcement des capacités institutionnelles et l'amélioration du secteur de l'eau pour deux années.

Une nouvelle formation politique à Anjouan

Huit mois après son accession au pouvoir de l'île d'Anjouan, Moussa Toybou a créé son propre parti politique baptisé « La Solidarité nationale pour la démocratie et le développement » ou SNDD.

Un parti comorien appelle à faire échec à l'annexion de Mayotte par la France

Le Front démocratique des Comores a appelé dans un courrier adressé au chef de l'Etat comorien, Ahmed Abdallah Mohamed Sambi, à une mobilisation des autorités de l'Union des Comores et du peuple comorien pour faire échec au projet de la France d'organiser en mars prochain, un référendum à Mayotte pour faire de l'île un Département d'outre-mer (DOM).

Projet de 75000 logements

Fin février, lors de la conférence internationale sur l'habitat, le président Sambi a précisé qu'il fallait absolument déterminer les voies et moyens de construire au moins 75 000 logements pour la population à faible revenu.

Un nouveau venu dans le paysage bancaire des Comores

La banque fédérale du commerce (BFC) du consortium Comoro Gulf Holding a été inaugurée officiellement fin février par le président Sambi en présence du prince Al-Jaber Moubarak Al-Sabah du Koweït.

57 militaires anjouanais détenus à la Grande Comore

Depuis près d'un an, 57 militaires anjouanais sont détenus à la prison de Kandani sur la Grande Comore, suite à l'intervention militaire contre l'ancien président Bacar. Pour l'instant, aucun procès n'est prévu pour ces hommes privés de droits.

Inauguration d'un centre de télécommunications

Le président Sambi a inauguré, vendredi 6 mars, le Centre de télécommunications de Chindini dans le sud de la Grande Comore. Ce centre va désormais désenclaver le sud de l'île en matière de communications.

Le présumé génocidaire Rwandais jugé pour une affaire de « faux »

Le Rwandais recherché par la justice de son pays pour « crime contre l'humanité », Pascal Simbikangwa, alias Safari David, a été jugé par la justice française, mercredi 4 mars à Mamoudzou, pour une affaire plus anodine de faux papiers datant de 2006.

En direct des Comores

La Mamwé en difficulté

Depuis dimanche 14 mars, l'un des groupes électrogènes de la centrale électrique de Voidjou, appartenant à la société d'eau et électricité des Comores (Mamwé), a explosé et ainsi la capacité de production est ainsi passée de 10000 à 4000 Kw. Actuellement, les abonnés passent plusieurs heures sans électricité.

Restructuration de l'administration de l'Union

Une série de décrets présidentiels a été rendue publique le 7 mars. La décision vise notamment à réduire l'effectif des fonctionnaires et agents affectés aux différents départements ministériels. Désormais, des 2457 fonctionnaires et agents en service au sein de l'administration de l'Union des Comores (Présidence, services rattachés, ministères...), seuls 1730 sont retenus après sélection.

Deux jours de coupure pour la télévision nationale

La télévision nationale des Comores (TNC) a été interrompue pendant deux jours, mardi 18 et jeudi 19 février. Elle a repris ses émissions jeudi en soirée. Il s'agissait d'une panne technique.

Signature de conventions avec l'Europe

Début mars, deux conventions ont été signées entre le gouvernement comorien et l'Union européenne pour un montant total de 1,673 milliards de francs comoriens (3,4 millions d'euros). Ce financement intervient dans le cadre du dixième fond européen de développement (FED) qui s'étale de 2008 à 2013. Les deux domaines concernés sont l'appui à la planification et à la coordination du développement et la Facilité de Coopération Technique.

Visite du président iranien

Fin février, Mahmoud Ahmadinejad, Président de la République islamique d'Iran, s'est rendu aux Comores. Il semblerait que ce voyage se soit déroulé dans le cadre d'une politique expansionniste. Sous le couvert du Comité d'aide et du Croissant-Rouge, le régime a établi un « centre médical » à Moroni. Contrairement aux normes prévalant dans tous les pays, ce centre a ouvert sans la moindre autorisation du ministère de la Santé comorien.

Quatrième forum des femmes entrepreneuses

Le quatrième forum des femmes entrepreneuses des pays et région du sud-est de l'Océan indien (Maurice, Seychelles, Rodrigue, les Comores et la Réunion) s'est tenu du 12 au 15 mars à Ndzuani.

Cinéma

Sortie cinéma pour le documentaire d'Agnès Fouilleux

L'excellent documentaire "Un aller simple pour Maoré" d'Agnès Fouilleux, diffusé notamment sur France Ô l'an dernier, est sorti au cinéma le 4 février. Présenté au Festival international du Film des Droits de l'Homme Paris 2008, ce documentaire revient sur un épisode récent : les ingérences du gouvernement français aux Comores depuis la décolonisation et son corollaire, et sur l'émigration clandestine à Mayotte.

Sports / Culture

Une cuvée 2009, porteuse de grands espoirs

Ouvert en 1997, le Centre international d'athlétisme de Dakar (CIAD) a pour objectif prioritaire le perfectionnement des meilleurs athlètes africains dans le but d'atteindre des résultats au plus haut niveau mondial et olympique. La promotion 2009 compte 18 pensionnaires en provenance de 8 pays dont un Comorien.

Premiers jeux de la CEN-SAD

Les premiers jeux de la Communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN-SAD), qui ont eu lieu du 5 au 14 février, ont été officiellement ouverts à Niamey par le chef de l'Etat nigérian Mamadou Tandja. Dix-sept pays sont représentés dont les Comores.

Eliasse était en concert à Paris

Originaire de l'archipel des Comores, Eliasse était en tournée en France au mois de février. Lui et sa troupe proposent une musique accrochante et limpide évoluant entre ballades et rythmes soutenus. C'est un métissage des rythmes traditionnels ternaires des Comores (twarab, mgodro, shigoma, sérebwalolo, ...) et de l'Océan Indien en général et de rythmes binaires issus des musiques occidentales modernes (jazz, funk, rock, ...).

Nawal va se produire à Washington

La chanteuse comorienne Nawal, consacrée « Voix des Comores », a participé au festival Arabesques qui s'est tenu du 23 février au 15 mars au Kennedy Center, à Washington.

La France de nouveau condamnée

Lors du douzième sommet de l'Union Africaine qui s'est tenu à Adis Abéba en Ethiopie, la France a une nouvelle fois été condamnée en raison de sa présence sur « l'île comorienne de Mayotte ».

A cette occasion, le conseil exécutif de l'U.A. a rappelé toutes les résolutions antérieures de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) sur l'île comorienne de Mayotte ». Le texte revient également sur le référendum du 22 décembre 1974, où, selon lui, « le Peuple comorien, a exprimé sa volonté d'accéder à l'indépendance dans l'unité politique et l'intégrité territoriale de l'archipel des Comores ».

L'UA considère que « les référendums organisés les 8 février 1976 et 11 avril 1976 par l'ancienne puissance coloniale dans l'île comorienne de Mayotte constituent une violation grave de l'intégrité territoriale des Comores ». Elle rappelle également que « l'inscription de l'île comorienne de Mayotte dans la Constitution de la République française est contraire au droit international ».

Enfin, l'organisation panafricaine « condamne l'organisation, le 29 mars 2009, d'un référendum sur la départementalisation de l'île comorienne de Mayotte et EXIGE l'arrêt immédiat de ce processus ».